

SPÉCIAL 20 ANS

# ÉPARGNE

## Sacro-saint refuge français

Le profond besoin de sécurisation par l'argent des ménages hexagonaux, expliquant des taux d'épargne élevés et des placements prudents, se heurte ces dernières années à la baisse des rendements

**P**as loin de 318 milliards d'euros. Telle est l'épargne brute des ménages français en 2020, selon l'Insee – en hausse de presque 100 milliards sur un an. A force de restrictions des possibilités de consommer, mais aussi de craintes liées à l'avenir, c'est, grosso modo, l'équivalent de 10 millions de mètres carrés parisiens ou près de 4 millions de voitures neuves qui sont venus forger la surépargne 2020, cette « cagnotte Covid ».

Les Français ont ainsi épargné en moyenne l'an dernier 21,3% de leur revenu brut disponible

(comme en 1975, l'ancien record), contre 15% en 2019. Dans ce taux global, c'est surtout le taux d'épargne financière qui a grimpé. Même presque triplé, passant de 4,6% à 12,1%. Une montée du taux d'épargne d'autant plus notable qu'il s'était révélé assez stable ces vingt dernières années. « Il avait évo-

lué dans une fourchette étroite, d'environ 13,5 % à 16 %», rapporte Thomas Laurent, chef de division des comptes trimestriels à l'Insee.

Dans un contexte incertain, les ménages ont, ces derniers mois, privilégié les placements sans risque et dans lesquels l'argent reste disponible. Comment s'étonner qu'ils n'engagent pas leurs économies à long terme quand leur propre avenir financier est flou et quand le brouillard brutalement tombé sur les perspectives macroéconomiques a rendu, en 2020, l'exercice de prévisions, donc les choix d'investissements, encore plus hasardeux que d'ordinaire ?

La situation a largement profité à la collecte nette du Livret A et du Livret de développement durable et solidaire en 2020. Elle a plus que doublé par rapport à 2019... qui était déjà un bon cru. Le placement le plus « covid-friendly » est toutefois un non-placement : c'est surtout sur leurs comptes courants que les foyers ont (non) choisis de (non) placer cet argent. Evolution de l'encours des dépôts à vue des particuliers sur un an : + 63 milliards !

#### «Peur archaïque de manquer»

Que la part d'épargne, surtout liquide, enfle dans le contexte n'a rien d'étonnant, nos voisins européens ont aussi connu de brusques hausses de leur taux. D'un niveau d'avant crise à 12,7 %, celui de la zone euro est passé à 16,6 % au premier trimestre 2020, pour enregistrer un record à 24,6 % au deuxième et redescendre à 17,7 % au troisième. Aux mêmes causes, les mêmes effets, ou presque : « La préservation des revenus dans les principales

économies avancées (...) conjuguée à une consommation empêchée se traduit dans une hausse massive de l'épargne », note l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

« Si, économiquement, ce n'est pas très positif, tous ces revenus non consommés, sur le plan psychologique, c'est très efficace pour répondre au besoin de sécurité de l'homme, accentué par le Covid-19. Les crises raniment la peur archaïque de manquer », réagit la psychologue Marie-Claude François-Laugier. L'argent, « qui apaise les demandes essentielles de l'homme », est pour bon nombre une façon de « récupérer la sécurité (...) du sein intarissable de la mère », écrit-elle dans *Comment régler ses comptes avec l'argent* (Payot, 2004).

Ce besoin de sécurisation par l'argent est-il spécifiquement fort en France ? On peut le penser, vu les chiffres, le pays pointant depuis 2008, se-

lon Eurostat, souvent cinquième de l'Union européenne au palmarès du taux d'épargne « Les Français comptent parmi les champions de l'épargne et ont en outre des comportements très prudents avec celle-ci, les comportements plus risqués se diffusent moins qu'ailleurs », précise Céline Antonin, économiste à l'OFCE.

Pour comprendre, il faut déterrer le fameux rapport spécifique à l'argent des Français. S'ils ne parlent pas, ou peu, de leur propre argent, « plus

*tabou ici que le sexe* », selon la politologue Janine Mossuz-Lavau, autrice de *L'Argent et nous* (La Martinière, 2007), « ils y pensent beaucoup, beaucoup ».

Au point que notre bonheur en dépende fortement, de notre argent, de notre pouvoir d'achat. Bien plus qu'ailleurs. C'est une « différence marquante entre la France et les autres pays d'Europe », selon Claudia Senik,

directrice de l'Observatoire du bien-être et coautrice du livre *Les Français, le Bonheur et l'Argent* (Editions rue d'Ulm, 2018). « Nous avons établi la relation entre niveau de revenu et niveau de satisfaction dans la vie et de bonheur : elle est, en France, la plus forte des pays européens étudiés », détaille l'économiste. Ses travaux montrent aussi des inquiétudes quant au coût de la vie et une montée, depuis 2008, des préoccupations liées au logement. Ainsi qu'un pessimisme envers l'avenir économique du pays supérieur à nos voisins.

« Ces résultats peuvent surprendre dans un pays où le système de protection sociale aplatit les inégalités, note M<sup>me</sup> Senik. Notre hypothèse : les Français attendant justement beaucoup de l'Etat, ils sont plus déçus qu'ailleurs quand, dans une économie mondialisée, il échoue à les protéger, contre la perte d'emploi par exemple. De quoi nourrir une défiance envers le gouvernement et un sentiment d'insécurité. L'épargne de précaution est un moyen de se protéger de ce qu'ils ne contrôlent pas, de prendre le contrôle. »

Un fort besoin de sécurisation par l'argent, réactivé à chacune des crises économiques et financières de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. « Eclatement de la bulle Internet, subprimes, dettes souveraines, Covid... ça fait beaucoup sur vingt ans ! », résume Philippe Crevel, fondateur du Cercle de l'épargne.

Résultat : «*La tendance lourde des deux décennies est bien sûr la sécurisation.*»

Le hic, c'est que si, longtemps, l'appétit de sécurité des Français ne les a pas privés de rendement, le contexte de taux bas a changé la donne. «*Au début des années 2000, l'univers était encore simple avec, notamment, dans le paysage de l'épargne, des fonds en euros de l'assurance-vie rapportant 4 % à 5 % sans risque*», se souvient Julien Brami, directeur général de la banque conseil en gestion de patrimoine UFF. Les taux bas actuels des fonds en euros et des livrets, comme la volatilité des marchés, ont compliqué les choses. A la clé : de l'attentisme. Sa plus criante manifestation : le doublement en dix ans des sommes des comptes courants – le phénomène était donc déjà bien engagé avant l'« épargne Covid ».

#### « Un petit bruit de fond vers les actions »

Attentisme de beaucoup, certes, mais certains passent néanmoins à l'action, relève M. Crevel : «*A côté de la tendance lourde à la sécurisation, on entend un petit bruit de fond vers les actions, ces dernières années. Dans nos enquêtes annuelles, l'intérêt pour celles-ci remonte un peu, écho au léger rebond, depuis 2017, du nombre de détenteurs d'actions cotées. Le comportement des Français en Bourse en 2020 montre que quelque chose a changé : jusqu'ici, à chaque crise ils sortaient quand il fallait entrer, l'an dernier ce fut le contraire.*»

Les flux sur les différents produits d'épargne ces deux dernières décennies le confirment, renchérit François Mouriaux, directeur des statistiques monétaires et financières à la Banque de France : «*Nous distinguons produits de taux, non risqués (livrets réglementés, fonds euros, etc.) et placements en fonds propres, risqués (actions, unités de compte de l'assurance-vie, etc.). Si l'essentiel de l'épargne financière des vingt ans est allé sur les premiers, nous constatons, depuis 2009, une inflexion progressive en faveur des seconds.*» «*Les ménages français réagissent prudemment aux évolutions des taux d'intérêt, mais réagissent quand même*», ajoute-t-il.

Une évolution que certains gouvernements ont tenté d'accélérer par la fiscalité et en créant des produits d'épargne destinés au long terme (PERP et Perco en 2003, PER en 2019), ou à l'investissement dans les entreprises (assurance-vie « vie génération » en 2013, PEA-PME en 2014, PEA Jeunes en 2019). «*Les initiatives pour flécher l'épargne vers la sphère productive n'ont pas toutes rencontré un succès fou, il y a un déterminisme historique fort à l'aversion au risque des Français, et modifier les comportements prend du temps, surtout avec la succession anxieuse des crises*», analyse Mme Antonin.

Sans compter, estime-t-elle, que «*les messages ne sont pas forcément clairs, le Livret A est toujours défiscalisé [son plafond a même augmenté en 2012 et 2013], et les Français demeurent fiscalement incités à posséder leur logement. Le poids de l'investissement immobilier ici laisse peu de place à l'épargne financière hors de celle de précaution.*» ■

AURÉLIE BLONDEL

**SI LES FRANÇAIS NE PARLENT  
PAS, OU PEU, DE LEUR PROPRE  
ARGENT, « PLUS TABOU  
ICI QUE LE SEXE »,  
SELON LA POLITOLOGUE  
JANINE MOSSUZ-LAVAU,  
« ILS Y PENSENT BEAUCOUP,  
BEAUCOUP »**

